



Liberté • Egalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Hauts-de-France

Service

Affaire suivie par :
Salima HECHAM
Tél : 03 22 40 55 03

À
Monsieur Philippe RANSON
27 rue Montigny
59 940 Neuf-Berquin
philippe.ranson@outlook.fr

Lille, le 5 décembre 2017

Salima.hecham@developpement-durable.gouv.fr

BORDEREAU D'ENVOI

Nature des pièces	Nombre de pièces	Observations
Décision de non soumission à étude d'impact pour le projet de création de boisements de 0,88 hectare sur la commune de Boubers-sur-canche.	1	Pour notification

Pour le Directeur Régional de
l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Caroline CALVEZ-MAES



PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale
de l'environnement,
de l'aménagement
et du logement
Hauts-de-France

Service
Information, Développement
Durable et Évaluation
Environnementale

Décision d'examen au cas par cas n° 2017-1979
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016, nommant M. Michel Lalande, Préfet de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 avril 2017 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à M. Vincent Motyka, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France;

Vu l'arrêté ministériel en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° 2017-1979, déposé complet le 15 novembre 2017 par Monsieur Philippe Ranson, relatif au projet de création de boisement sur la commune de Boubers-sur-Canche, dans le Pas-de-Calais ;

Considérant que le projet, qui consiste à créer un boisement d'une superficie totale de 0,88 hectare sur une terre agricole, relève de la rubrique 47° c) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les premiers boisements d'une superficie totale de plus de 0,5 hectare ;

Considérant que le boisement projeté, de forme triangulaire, se situe sur 2 côtés en continuité du bois de Boubers qu'il complètera sans engendrer d'impact négatif significatif sur le paysage ;

Considérant que le projet de boisement est localisé à proximité de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type 1 n° 310 014 123 « Haute vallée de la Canche en amont de Conchy-sur-Canche » et dans la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type 2 n° 310 007 267 « Haute vallée de la Canche et ses versants en amont de Sainte Austreberthe » ;

Considérant que le projet de boisement est localisé à environ 100 mètre d'un corridor écologique forestier, pelouses calcicoles et à plus de 300 mètres d'un réservoir de biodiversité zone humide sans engendrer d'impact négatif significatif sur la biodiversité ;

Considérant que les essences envisagées pour le futur boisement sont le hêtre, l'érable sycomore et champêtre, le charme, l'ambroisie et l'alisier, pour un objectif de continuité, prolongation forestières du Bois de Boubiers ;

Considérant dès lors que le projet n'est pas de nature à créer des incidences négatives notables sur l'environnement et la santé;

DÉCIDE

Article 1^{er} :

Le projet de création de boisements de 0,88 hectare sur la commune de Boubiers-sur-Canche, déposé par Monsieur Philippe Ranson, n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La secrétaire générale pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le

05 DEC. 2017

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement,
Le Directeur régional adjoint

Yann GOURIO

1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai - CS 40259 - 59019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

Tour Pascal et Tour Sequoïa A et B - 92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

